

Pour diffusion immédiate : 10 octobre 2017

Avant sa visite à Bangui et un vote clé du Conseil de sécurité, des ONG demandent à Antonio Guterres de s'engager à enrayer les violences contre les civils en République centrafricaine

New York, le 10 octobre 2017 – Un groupe d'organisations non gouvernementales s'est félicité aujourd'hui des efforts du Secrétaire général de l'ONU pour faire face à la situation désastreuse en République centrafricaine (RCA).

Des représentants du Center for Civilians in Conflict (CIVIC), du Collectif des Étudiants Musulmans Centrafricains (CEMUC), du Global Centre for the Responsibility to Protect et du Norwegian Refugee Council USA ont rencontré Antonio Guterres ce matin au siège des Nations Unies à New York, deux semaines avant sa visite en RCA. Ils lui ont présenté, au nom d'une coalition plus large d'ONG internationales (comprenant notamment l'International Rescue Committee, la FIDH et Invisible Children), une série de recommandations pour renforcer la mission de maintien de la paix de l'ONU et la réponse humanitaire en RCA.

La coalition d'ONG a salué la décision du Secrétaire général de réserver sa première visite depuis son entrée en fonction à des casques bleus à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA). Ils ont également partagé avec lui le constat que la Mission pouvait être renforcée, avec des mesures immédiates et tangibles, afin de mieux assurer la protection des civils et de permettre la délivrance d'une aide humanitaire vitale.

AbdoulAziz Sali, coordinateur du Collectif des Étudiants Musulmans Centrafricains, a déclaré : « Nous avons échangé avec le Secrétaire général au sujet de la dégradation de la situation dans plusieurs parties de la RCA, où les groupes armés terrorisent les civils musulmans et chrétiens. Le Conseil de sécurité peut sauver des vies en RCA s'il augmente le nombre et la qualité des casques bleus. Le Secrétaire général peut envoyer un message clair : la compétence des troupes, et leurs bonnes relations avec la société civile et la population en particulier, est une priorité absolue. Le Secrétaire général peut être une voix très puissante pour mettre fin au bain de sang en RCA. »

La situation en RCA s'est détériorée depuis la fin de 2016 et continue de s'aggraver à l'heure actuelle. Des affrontements violents entre groupes armés et des violences ciblées contre les populations civiles, ainsi que des violences sexuelles à l'encontre de femmes et de filles ont eu lieu à Alindao, Bangassou, Batangafo, Bocaranga, Bria and Zemio. En conséquence, plus d'un demi-million de personnes ont cherché refuge dans les États voisins, et 600 000 ont été déplacées à l'intérieur du pays.

Simon Adams, directeur général du Global Centre for the Responsibility to Protect, soutient que « les civils en RCA font face à la menace quotidienne de groupes armés prédateurs et d'un conflit latent où les populations sont toujours ciblées en raison de leur religion ou de leur ethnie. Il est temps pour la communauté internationale de renforcer la mission de maintien de la paix de l'ONU et d'empêcher un retour aux atrocités de masse et aux échecs politiques du passé. »

Le personnel et les installations humanitaires ont été directement ciblés : six volontaires locaux de la Croix-Rouge centrafricaine ont été tués à Gambo, alors que des attaques contre un bâtiment du Danish Refugee Council et un hôpital de MSF à Batangafo ont fait de nombreuses victimes.

Selon Joel Charny, directeur du Norwegian Refugee Council USA (NRC USA), « la situation en RCA ne tient qu'à un fil et les chances que la violence s'intensifie sont élevées. Il s'agit d'un test pour l'agenda de prévention de l'ONU : l'absence d'action pourrait avoir des répercussions dévastatrices et d'une portée considérable. Le Secrétaire général de l'ONU s'est montré ouvert à nos arguments, mais les résultats se

jugeront au moment du vote du Conseil de sécurité le mois prochain, lorsqu'il s'agira de renouveler le mandat de la MINUSCA. »

La réponse de la MINUSCA aux menaces contre les civils à Bambari depuis la fin de novembre 2016 a permis de prévenir les hostilités et d'éviter une crise humanitaire de grande ampleur. Toutefois, les capacités de la mission sont extrêmement limitées par rapport à l'ampleur de la crise, et des efforts sont nécessaires pour améliorer la performance de certains soldats de la paix.

Le Conseil de sécurité de l'ONU se prononcera en novembre sur le renouvellement du mandat de la MINUSCA, sur la base de recommandations faites par le Secrétaire général de l'ONU. Le groupe qui a rencontré Antonio Guterres et la coalition qu'il représente lui a explicitement demandé de recommander au Conseil une augmentation du personnel en uniforme et civil, ainsi que le déploiement des ressources nécessaires à la MINUSCA pour assurer efficacement la protection des civils contre toute nouvelle violence.

/FIN/

Pour plus d'information ou une demande d'interview, veuillez contacter :

- (À New York, en anglais) : Vanessa Jackson, Directrice du bureau ONU, Crisis Action, +1 646 322 7669, vanessa.jackson@crisisaction.org
- (À Paris, en anglais ou en français) : Sylvain Biville, Directeur du bureau France, Crisis Action, +33 668 121 153, sylvain.biville@crisisaction.org

Pour toute information complémentaire de la part d'ONG qui travaillent en RCA, veuillez contacter :

- (À Bangui, en anglais ou en français) : Mohammed Chikhaoui, Directeur de pays, International Rescue Committee, +236 72 13 67 04, mohammed.chikhaoui@rescue.org
- (À Bangui, en anglais ou en français) : Marta Riggio, Coordinateur de programme national, Fédération internationale des droits de l'homme, +236 72 20 65 39, mriggio@fidh.org

Ce communiqué de presse a été coordonné par Crisis Action, une organisation internationale qui travaille en coulisses à la facilitation de coalition pour la protection des civils dans les conflits armés et n'a pas vocation à être citée dans les médias.